



## **Actes de la Consultation électronique sur le Plan d'action de Cuzco**

**30 août- 17 septembre 2004**

Ce document est un rapport sur les contributions et les conclusions de la consultation électronique sur l'ébauche de Plan d'action de Cuzco, conduite par le Forum de la montagne par le biais de son noeud d'Amérique latine (CONDESAN-Infoandina), entre le 30 août et le 17 septembre 2004. Le Secrétariat du Forum de la montagne (MFS) et tous les bureaux régionaux du réseau du Forum de la montagne ont offert un appui technique.

Le Plan d'action de Cuzco est un document-cadre central qui sera approuvé à la deuxième réunion mondiale du Partenariat de la montagne (Cuzco, Pérou, 28 - 29 octobre 2004). Le but de la consultation électronique était de permettre une vaste participation des membres du Partenariat afin de tracer un projet final de Plan d'action de Cuzco, en gardant à l'esprit que le document ne fera pas l'objet d'amples discussions durant la Conférence.

La consultation a été organisée sous la responsabilité des organisateurs de la Conférence de Cuzco, à savoir le Ministère péruvien des Affaires étrangères et le Centre international de la pomme de terre (CIP). Au total, 36 représentants des membres du Partenariat de la montagne ont pris part aux débats (voir Annexe). La consultation électronique était articulée en quatre thèmes, et plusieurs questions appartenant à chaque thème ont été posées pour stimuler une participation active. Les thèmes et questions étaient les suivants:

### **Première semaine: (30 août-3 septembre 2004)**

#### **Thème 1: Objectifs du Plan d'action de Cuzco**

##### **Questions:**

- A. Sur le plan opérationnel, pensez-vous que les objectifs énoncés dans le Plan d'action de Cuzco sont réalistes et peuvent atteindre des résultats tangibles?
- B. Y a-t-il d'importantes lacunes ou secteurs manquants dans la liste actuelle des objectifs?
- C. Quel est, à votre avis, l'objectif le plus important?
- D. Avez-vous d'autres commentaires à faire?

## **Thème 2: Domaines d'action opérationnels**

Questions:

- A. Pensez-vous que ces domaines d'action opérationnels sont pertinents et peuvent atteindre des résultats tangibles, en particulier pour ce qui est des plans de travail des Initiatives du Partenariat?
- B. Y a-t-il des lacunes ou secteurs manquants importants dans la liste des domaines opérationnels?
- C. Avez-vous d'autres domaines d'action à suggérer?
- D. Autres commentaires?

## **Deuxième semaine: (6-10 septembre)**

### **Thème 3: Mécanismes et outils d'action**

Questions:

- A. Concordez-vous avec les mécanismes et outils identifiés, qui seront utilisés par les membres et/ou offerts comme services du Secrétariat pour le Partenariat de la montagne?
- B. Avez-vous des suggestions sur les modalités de mise en œuvre des mécanismes à tous les niveaux, en particulier à l'échelon national et/ou régional?
- C. Avez-vous d'autres mécanismes ou outils à proposer qui pourraient être utilisés /mis en œuvre par les membres et/ou offerts comme services du Secrétariat pour le Partenariat de la montagne, en collaboration avec le Forum de la montagne?
- D. Autres commentaires?

### **Thème 4: Rôle des membres**

Questions:

- A. Compte tenu des objectifs du Plan d'action de Cuzco et des rôles et responsabilités des membres tels que définis et approuvés dans le document d'organisation, de composition et de gouvernance du Partenariat de la montagne, avez-vous des suggestions pratiques sur la manière de rendre la participation des membres au Partenariat de la montagne plus efficace?
- B. Autres commentaires?

## **Troisième semaine: (13-17 septembre)**

### **Discussion de synthèse et résumé des conclusions**

Le présent rapport suit cette structure thématique pour présenter les résultats de la consultation.

### **Thème 1: Objectifs du Plan d'action de Cuzco**

La plupart des contributions ont approuvé la pertinence des objectifs du Plan d'action de Cuzco tout en émettant quelques réserves - entre autres le représentant du Ghana et le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) - que les résultats et réalisations dépendront de la mise au point de plans de travail spécifiques pour les Initiatives du Partenariat, soutenues pour leur mise en œuvre par des budgets adéquats. Le représentant de PRAKRITI a souligné qu'il faudrait demander aux membres chefs de file leurs plans de travail et leurs rôles respectifs dans les Initiatives (déjà identifiées). Il

a souligné que le Partenariat de la montagne doit garantir la disponibilité de ressources nécessaires pour appuyer l'exécution des plans de travail dans les meilleurs délais. Il a été également suggéré d'insister davantage sur une action concrète. Tout en concordant avec les objectifs, le participant du Cuba a exprimé ses préoccupations sur le manque d'une structure claire pour mettre en œuvre ces objectifs. Une position analogue a été soutenue par le Centre argentin pour l'environnement (CAMBIAR), qui a souligné l'importance des mécanismes, instruments d'action et modalités pour mener à bien les actions vers l'atteinte des objectifs. Pour eux, le Partenariat de la montagne représente des situations, des problèmes et des besoins très différents et ils s'interrogent sur les tentatives de tout rattacher à un seul cadre standard.

Le représentant du Centre international pour la mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) a convenu avec les objectifs mais averti que pour les atteindre, il est important d'obtenir le juste niveau et type de représentation des membres, en particulier des pays membres. Il a souligné qu'il fallait plus qu'une représentation symbolique et que les États membres devraient garantir la représentation du bon organisme doté du mandat et de l'intérêt à participer activement au processus.

Cependant, un pourcentage important de participants a exprimé l'opinion que les objectifs sont plutôt vagues et généraux, et orientés à servir la cause du Partenariat de la montagne en tant que groupe, sans guère de lien avec la réalité des zones montagneuses et de leurs habitants. En examinant les objectifs, le point focal du Pérou est retourné au document de gouvernance pour établir un lien logique entre les différents documents cadres du Partenariat de la montagne. Elle a jugé que les objectifs énumérés dans l'ébauche du Plan d'action de Cuzco ne sont pas vraiment satisfaisants comme expression du caractère du Partenariat de la montagne en tant qu'outil pour atteindre le développement durable des populations montagnardes. La participante a proposé de restructurer des objectifs sous deux buts: (i) contribuer au développement durable des communautés de montagne; (ii) gestion des connaissances; (iii) renforcement du Partenariat; et (iv) viabilité financière du Partenariat de la montagne. Cet exercice consistant à établir un lien logique entre les documents coïncide avec l'opinion du représentant de la Fondation pour le développement durable dans les régions de montagne (FDDM) qui a fait remarquer qu'étant donné que la vision, la mission et les buts du Partenariat de la montagne ont déjà été définis, un objectif consistant à "créer ou renforcer les mécanismes de liens, synergies et coopération entre les membres afin de créer des réseaux plus efficaces à tous les échelons" manque de substance et est trop général. Il a suggéré que la formulation des objectifs soit révisée, afin de distinguer ceux qui sont spécifiques au Partenariat de la montagne du reste des objectifs.

Parallèlement, le représentant de «Mountain Research Initiative» (MRI) a dit que les objectifs actuels sont essentiellement liés à la gouvernance du Partenariat et ne disent pas grand'chose sur les résultats escomptés dans le monde extérieur. Cette distinction souhaitable entre les objectifs liés au renforcement du Partenariat en tant que groupe et les objectifs appartenant à la population dont le Partenariat de la montagne est censé servir la cause, était

le thème central de la contribution de la « Nile Basin Society » et a appelé un commentateur du représentant de «Broad Initiatives for Negros Development» (BIND) qui a déclaré que nous devons distinguer les communautés montagnardes des membres du Partenariat de la montagne. Le participant du Bureau régional de l'Asie de l'Alliance mondiale pour la nature (UICN) concordait que dans le Plan d'action, il existait parfois une certaine confusion sur si nous voulons dire les membres du Partenariat de la montagne, ou plusieurs parties prenantes qui peuvent ne pas être des partenaires mais qui sont tout à fait pertinents dans la réalisation des objectifs. Il estimait également que les buts et objectifs tels qu'ils étaient énoncés étaient le moyen d'arriver à nos fins. Il suggérait d'avoir un but simple comme «l'amélioration durable et résolue de la qualité de la vie des communautés de montagne du monde entier ». A cet égard, le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) a fait remarquer qu'un objectif clé devrait consister à donner aux montagnards les moyens d'agir et mettre au point des approches de développement participatif.

Le représentant de la CDB a recommandé d'inclure un nouvel objectif pour garantir la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique en montagne, y compris de la diversité culturelle. Cette proposition a été soutenue par le participant du Programme des Nations Unies sur l'environnement (PNUE). A cet égard, le PNUE a proposé de déployer des efforts pour dégager un consensus sur le modèle de la Convention Alpine et de la Convention des Carpates pour d'autres régions montagneuses du monde (ex. Andes, Balkans, Caucase, Asie Centrale), afin d'élaborer une politique et un cadre intégrés pour la protection et la mise en valeur durable des régions de montagne, et de prévoir un échange interrégional d'informations, d'expériences et de meilleures pratiques liées aux politiques.

Le participant de la République kirghize a suggéré d'inclure les objectifs liés à l'éducation des montagnards et l'allègement de la dette extérieure des pays pauvres de montagne. Cette dernière opinion a été vivement soutenue par la proposition du Coordonnateur du Programme BIND que le Partenariat de la montagne devrait mettre son prestige et sa voix collective au service de l'allègement de la dette. Ceci signifierait la conversion des dettes externes en mécanismes de financement comme échanges 'dettes contre nature' en quelque chose comme 'programmes de dettes contre mise en valeur durable des montagnes'.

Le coordonnateur du Gouvernement de l'Argentine a proposé d'inclure un mécanisme visant à réviser périodiquement et mettre à jour les objectifs, et le renforcement des comités nationaux. A cet égard, le représentant du Secrétariat pour la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (UNCCD) a suggéré que les programmes d'action nationaux des pays qui ont des écosystèmes montagneux importants puissent servir de cadre pour la mise en valeur durable des montagnes.

Plusieurs participants ont soulevé le problème du financement des initiatives du Partenariat de la montagne comme élément central de sa réussite. ICIMOD estimait que le financement des moyens et mécanismes restent le facteur déterminant pour le succès du Partenariat de la montagne. La Nile Basin Society

a dit qu'il devait y avoir des engagements solides de la part des gouvernements et des organismes des Nations Unies qui ont mené le projet du Partenariat de la montagne. Les gouvernements italien et suisse, ainsi que la FAO et le PNUF, devraient rendre leurs engagements au Partenariat de la montagne publics, aussi bien sous forme monétaire qu'en nature.

La Nile Basin Society a soulevé la question des avantages probables que les habitants de la montagne et les membres du Partenariat de la montagne pourraient tirer du Partenariat. Le représentant du Consortium pour le développement durable de l'écorégion andine (CONDESAN) a suggéré que la question que nous devrions nous poser est : que peut offrir le Partenariat de la montagne que les partenaires ne pourraient pas faire par eux-mêmes ? A son avis, le Partenariat devrait ajouter une valeur manifeste, de 'deuxième niveau', aux activités qui sont réalisées par les différents partenaires dans les régions. Il a souligné que le Partenariat de la montagne devrait avoir des buts et activités spécifiques qui complètent ceux des partenaires et les aident à aller au-delà de leurs activités institutionnelles. En même temps, les partenaires devraient sentir qu'à travers le Partenariat de la montagne, ils contribuent à un objectif 'supérieur' pour chacune des Initiatives.

Le Forum de la montagne a affiché ses opinions avec un certain retard. Toutefois, ceci a été utile au modérateur de la consultation électronique comme l'a remarqué le représentant du Forum de la montagne précédemment, et a donné une idée de la perspective du Forum de la montagne. Compte tenu de la longueur et du caractère intégré de l'analyse, nous avons décidé de ne pas résumer les points saillants mais d'inclure la contribution intégrale dans le lien suivant: [www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm](http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm)

Cette contribution devrait être jugée comme partie intégrante des actes. Toutefois, un résumé de sa contribution à cette section et à toutes les autres sections est fourni dans les 'Commentaires généraux'.

## **Thème 2: Domaines d'action opérationnels**

Même si on s'accordait généralement sur la pertinence des domaines d'action énumérés, les participants ont exprimé leurs inquiétudes. Le participant du Gouvernement argentin a sollicité une définition plus claire du sens de "domaines d'action". Pour le représentant de la Nile Basin Society, on ne comprenait pas bien comment les différents acteurs participaient aux différentes 'Initiatives'. Il se posait les questions suivantes: qui a pris les décisions et sur quelle base? Qui a été consulté? Les ONG sont-elles intervenues dans ces décisions, ou le Secrétariat a-t-il tout fait? Il a souligné l'importance de la participation des ONG au processus décisionnel, en évitant de considérer les ONG comme simples « exécutants».

Le représentant de CAMBIAR estimait que les domaines d'action pourraient être utiles pour obtenir des résultats tangibles, pour autant que le Partenariat de la montagne encourage la décentralisation à tous les niveaux et le renforcement et l'autonomie des groupes locaux.

Le participant de "Mountain Research and Development" (MRD) estimait que plusieurs domaines d'action étaient particulièrement pertinents à son propre mandat - à savoir, renforcement des capacités (formation, éducation, vulgarisation), et informations et connaissances. Le représentant jugeait que l'engagement de la part de tous les membres pour satisfaire les buts opérationnels des domaines déjà établis était plus important que d'envisager d'autres domaines d'action. Le coordonnateur péruvien estimait que les domaines d'action étaient utiles en tant que "lignes stratégiques"; elle appelait l'attention sur certaines répétitions dans leur description et suggérait de les réduire à trois « lignes stratégiques », notamment: politique, renforcement institutionnel et financement. Toutes ces lignes étaient orientées à la promotion du développement durable.

Le représentant du Ghana a souligné l'importance de l'accent sur le financement en faisant remarquer que les plans de travail des membres du Partenariat de la montagne et des Initiatives du Partenariat ne pouvaient être réalisés sans des financements adéquats. Il estimait que le succès du Partenariat de la montagne dépendait de cela. Il a souligné en outre que les domaines opérationnels ne comprenaient pas spécifiquement la réduction de la pauvreté et de la vulnérabilité des montagnards, bien que ces buts figurent dans les deux premiers domaines, et suggérait d'insister sur ces deux domaines opérationnels d'action dans la mise au point des programmes nationaux, en particulier pour les pays en développement.

Les représentants du Projet ADRD-M ont déclaré que les domaines opérationnels d'action proposés sont conformes à ceux identifiés comme de la première importance par les nombreuses parties prenantes (gouvernements, société civile et organisations internationales) participant au processus de formulation de leur projet. Ils ont suggéré quelques modifications mineures à l'ébauche actuelle du Plan d'action, comme inclure la collaboration dans les synergies institutionnelles et la mise en réseau. De même, la communication pouvait compléter les questions de promotion et de sensibilisation.

L'organisation « Mountain Research Initiative » a commenté que les domaines opérationnels d'action sont nécessaires mais insuffisants pour garantir l'efficacité des Initiatives. Elle a suggéré que ces domaines, en tant qu'aspects des Initiatives, devraient inclure, en partie ou en totalité, les points suivants:

- Élaboration de politiques ou réforme réglementaire
- financement
- diffusion ciblée
- recherche
- évaluation des performances

Comme pour la contribution au thème 1, l'intégralité de la contribution du Forum de la montagne à cette section est disponible sur le site suivant:

[www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm](http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm)

### Thème 3: Mécanismes et outils d'action

De nombreux membres, comme "Mountain Research and Development", ont commenté que ces mécanismes et outils font déjà partie du mandat, et des fonctions principales de leurs organisations respectives.

Cependant, d'autres participants ont examiné les mécanismes et outils par rapport aux buts premiers du Partenariat de la montagne. Ainsi, le Réseau d'évaluation de l'impact communautaire pour l'Afrique de l'Est de la Nile Basin (CIANEA) de l'Ouganda a déclaré qu'ils ne concorderaient avec le mécanisme proposé que si le Partenariat de la montagne mettait en place un sérieux programme de suivi et d'évaluation garantissant la bonne conduite du Partenariat. Ils connaissaient d'autres programmes qui ont été mis au point avec force ressources, mais ne sont pas parvenus à atteindre leurs objectifs. Le représentant du Réseau a proposé la création de centres régionaux/ nationaux pour le suivi et l'évaluation périodique de l'exécution du programme. Ils ont également fait remarquer que les communautés de montagne de différentes zones de la planète sont confrontées à des problèmes uniques en leur genre qui requièrent une approche ciblée.

Le représentant du Mexique estimait aussi qu'il existait une grande diversité de situations dans les régions de montagne, même au sein d'un même pays, mais qu'il était utile d'avoir des objectifs communs et d'adhérer à des principes communs universels. D'ailleurs, le participant de FDDM a exprimé l'opinion qu'on ne pouvait appliquer un mécanisme approprié qu'une fois que la région en question avait été analysée.

Le réseau CIANEA était d'avis qu'un bureau de domaines d'action régionaux et /ou nationaux serait le plus adapté pour une telle approche. Cette idée de domaines régionaux/nationaux correspond aussi à la suggestion de la Nile Basin Society de créer un bureau régional, décrit comme Centre régional d'Afrique de l'Est (ou d'Afrique) pour le Partenariat de la montagne, qui traiterait des questions posées par l'Afrique.

Sur le même thème, le représentant du Ghana a souligné que l'Initiative des hauts plateaux africains pourrait être institutionnalisée afin de jouer un rôle de coordination dans la promotion de la participation active des membres africains du Partenariat de la montagne. Le représentant de l'Argentine semblait être d'accord avec l'idée de domaines d'action régionaux/nationaux en suggérant qu'un préalable à la juste application des mécanismes et outils au niveau local était la coordination efficace par le biais de 'groupes nationaux de la montagne', qui devraient porter à l'acheminement d'informations aux communautés de montagne. A cette fin, il a proposé la mise en place de réseaux nationaux d'information, dans l'esprit des réseaux internationaux.

Mais l'observation du représentant de la Roumanie pourrait s'avérer pertinente à cet égard. Il a souligné que tous les pays ne disposent pas de réseaux établis pour les montagnes, et parmi ceux en place, certains n'avaient pas suffisamment de connaissances sur les questions spécifiques à la montagne. En outre, il estimait que certains gouvernements nationaux (même en Europe)

étaient peu enclins ou incapables d'envisager des politiques efficaces de la montagne et que leur attitude serait, dans la plupart des cas, de marginaliser les questions de montagne. Dans son intervention, le représentant de la Roumanie a suggéré plusieurs questions de politique qui pourraient être prises en compte par les membres du Partenariat de la montagne.

La proposition de suivi avancée par CIANEA a été également mentionnée par MRI, qui soutenait que le Partenariat de la montagne avait besoin d'indicateurs de performance pour mesurer son succès. De même, le représentant de la Nile Basin Society approuvait les mécanismes et outils d'action proposés mais suggérait que les membres évaluent périodiquement le travail du Secrétariat. Reconnaissant la tâche remarquable accomplie par le Secrétariat, il craignait que le Partenariat de la montagne n'adopte la hiérarchie des organisations des Nations Unies, qui pourrait être préjudiciable à la souplesse nécessaire pour permettre les initiatives prises en particulier par les ONG. Il soulevait la question de savoir s'il serait nécessaire d'ajouter un coordonnateur ONG au Secrétariat - choisi parmi les membres ONG du Partenariat de la montagne.

Le représentant de BIND estimait que la section sur 'Information (collecte, analyse, diffusion et échange)' réinventait la roue. Il pensait que le Forum de la montagne accomplit sa tâche par le biais d'Internet. Par conséquent, il pourrait sembler redondant que le Partenariat de la montagne fasse ce que le Forum de la montagne a déjà accompli. Il suggérait de laisser le Forum de la montagne continuer à faire ce qu'il sait faire et de permettre au Partenariat de la montagne de se concentrer sur d'autres domaines de communication et de mise en réseau, comme l'établissement de liens avec les grands mass médias internationaux, nationaux et locaux (TV et autres médias électroniques); d'entrer en contact avec des artistes célèbres de la musique et du théâtre; de réaliser des produits multimédias comme des CD et des DVD, et de développer des produits de communication traditionnels tels que brochures, posters, manuels et ouvrages sur les meilleures pratiques de mise en valeur durable des montagnes.

Néanmoins, sur le même thème de l'information, le représentant du Ghana estimait qu'il fallait mettre l'information et les connaissances à la portée des partenaires, responsables politiques, défenseurs et praticiens du développement. Il a souligné que les informations et données traditionnelles/autochtones étaient disponibles mais n'étaient pas documentées, conditionnées et acheminées correctement. Il invitait le Partenariat de la montagne à améliorer la capacité des populations montagnardes d'accéder à l'information, en particulier sur l'agriculture durable et l'agro-alimentaire, à l'échelon local.

PRAKRITI approuvait en disant que la mise en place et/ou création de bases de données au niveau national, sous-régional et régional étaient des priorités importantes à l'heure actuelle. Le participant de la Nile Basin Society a demandé aux membres d'engager le Partenariat de la montagne à réaliser un rapport annuel sur l'Etat des montagnes du monde pour lequel des données spécifiques seraient recueillies régulièrement. Cette publication mettrait

également en lumière les meilleures pratiques et les technologies et projets prometteurs.

Sur la mise en réseau comme outil, le participant de la MRI estimait que ce serait plus efficace si elle se concentrait sur les partenaires et les clients et si elle était conduite en tenant compte des divers degrés d'autorité et de caractéristique de financement du thème central de l'Initiative. Toujours sur le même sujet, le représentant de l'Italie estimait que la mise en réseau était une valeur ajoutée du Partenariat et devrait être soulignée comme moyen de définir une coopération entre les pays et entre les membres gouvernementaux et non gouvernementaux.

Toutefois, le représentant d'ICIMOD jugeait que les mécanismes et outils semblaient peser fortement en faveur de la mise en réseau, du partage d'information, de la promotion et soulignait qu'il fallait étudier de plus près l'efficacité des réseaux déjà existants, comme des mesures de promotion aux niveaux national, régional et international. ICIMOD estimait qu'il était nécessaire de mettre davantage l'accent sur le renforcement des capacités et la recherche-action et développement.

Le représentant de la Fondation Tebtebba convenait avec les mécanismes et outils identifiés mais a exprimé plusieurs préoccupations importantes. Elle estimait que ces mêmes mécanismes et outils pouvaient aussi renverser le but de mise en valeur durable des régions de montagne comme cela a été le cas avec les populations indigènes de Benguet au nord des Philippines, où l'information a porté à biopiraterie (if des Philippines-*Taxus matrana* sur le Mt. Pulag) et l'extraction et l'exploitation effrénées des ressources naturelles et de l'environnement par les grands groupes industriels, essentiellement avec l'approbation ou le soutien des Etats au nom du soi-disant développement national. Le représentant de la Fondation Tebtebba a mis en garde que l'information et la collecte de fonds et la promotion d'investissements ne devraient avoir lieu qu'avec le consentement préalable des communautés de montagne concernées et des détenteurs d'enjeux. L'organisation a suggéré de mettre en place un mécanisme qui confère aux populations autochtones des régions de montagne une participation informée et suggéré que le Partenariat de la montagne envisage un coordonnateur indigène pour veiller à l'exécution des initiatives de développement durable dans l'optique des populations autochtones.

Commentant les propositions du Ghana, le contributeur du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a proposé d'inclure l'outil pilote T-21, une initiative du gouvernement national avec l'aide des Nations Unies.

Le représentant de UNCEM (Italie) a souligné que l'analyse des mécanismes et outils doit être étayée par davantage d'information sur les besoins et demandes des membres. Il a proposé que le Secrétariat recueille des informations sur ces besoins et que les résultats de l'enquête soient intégrés dans le Plan d'action. Cette enquête pourrait être conduite au moyen d'Internet.

CONDESAN a proposé de convoquer des réunions tous les ans ou tous les deux ans pour faire une synthèse des connaissances et les intégrer dans les différentes approches des partenaires sur un thème spécifique, prioritaire pour une région de montagne donnée. CONDESAN a suggéré en outre la promotion d'échanges entre différents projets ou différents partenaires au sein d'une région de montagne, afin d'affronter des questions comme: 'Quelle a été la meilleure stratégie pour étendre les expériences locales réussies afin d'atteindre un plus fort impact ou faciliter la reproduction?'

Discutant de la mise en œuvre des mécanismes proposés à tous les niveaux, les représentants du Projet d'Agriculture et de développement rural durables en montagne (ADR -M) ont proposé leurs PROPRES mécanismes adoptés comme modèles pour le Partenariat de la montagne. Le projet ADR -M envisage d'utiliser ces mécanismes et outils à trois degrés différents:

1. à l'échelle mondiale, en réalisant et en diffusant des matériels, méthodes et outils d'analyse, d'information, de sensibilisation et de formation sur l'ADR -M; ceci sera effectué notamment par le biais de la mailing list du projet et d'un nouveau site Web en cours de préparation. Le projet envisage également de développer un rôle de promotion visant à orienter les activités par les donateurs et autres partenaires vers une approche de mise en valeur des montagnes axée sur l'ADR qui améliorerait efficacement les moyens d'existence ruraux;
2. à l'échelle régionale et sous-régionale, en encourageant l'application concrète- avec l'appui des partenaires du projet - des matériels, méthodes et outils ci-dessus afin d'aider à la formulation concertée des mesures opérationnelles;
3. à l'échelle nationale, en fournissant (dans des cas sélectionnés) - et avec la participation directe des partenaires du projet - des services consultatifs sur les politiques d'ADR spécifiques à la montagne et une assistance à leur mise en œuvre efficace par le biais d'institutions appropriées.

Le projet ADR-M a indiqué que des partenaires régionaux/transrégionaux servant de "points focaux régionaux", couvrant une chaîne de montagne ou une unité géopolitique, soutiendraient les activités.

La contribution du Forum de la montagne à cette section figure dans le lien suivant: [www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm](http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm)

#### **Thème 4: Rôle des membres**

Le représentant de "Mountain Research and Development" soutenait que les membres du Partenariat de la montagne devraient se concentrer dès que possible sur les questions et actions de fond, plutôt que sur l'organisation et la gouvernance du Partenariat de la montagne. Il était impressionné par le nombre de commentaires qui soulignaient l'attention excessive aux questions de gouvernance, aux dépens des questions comme l'élaboration des politiques, la promotion ciblée et les impacts dans le monde au-delà du Partenariat de la montagne. Il a suggéré que d'ici la Conférence de Cuzco, les membres énoncent

ce qu'ils étaient disposés à faire à cet égard. MRD est particulièrement intéressé à la recherche pour le développement. En même temps, la Nile Basin Society a suggéré que chaque membre présente un engagement formel au Partenariat de la montagne. Cet engagement devrait comprendre des ressources, des programmes d'action spécifiques, l'acceptation des principes du Partenariat de la montagne, la volonté de coopérer avec les autres membres du Partenariat, et l'acceptation des contrôles établis par le Partenariat de la montagne.

Le représentant de MAKMONTANA (Association pour la mise en valeur des régions de montagne en République de Macédoine) a suggéré un certain nombre de rôles pour les membres, à savoir:

- Les Gouvernements devraient jouer un rôle de réglementation et de promotion, non seulement pour développer les infrastructures mais aussi pour créer un cadre juridique et réglementaire approprié;
- Les ONG devraient accentuer le renforcement des capacités locales en offrant un soutien pour le développement des organisations communautaires, en particulier des associations de producteurs, pour leur donner accès aux marchés, aux intrants et à la technologie;
- Les institutions de recherche et de formation devraient renforcer leurs programmes de formation et de recherche pour porter plus spécifiquement sur les besoins des zones de montagne.
- Les organisations multilatérales et bilatérales devraient recentrer leurs efforts, ressources et investissements pour combler les lacunes de base en matière de développement et d'environnement dans les zones de montagne.

Le point focal du Pérou estimait que, pour une action efficace par les membres du Partenariat, il faut identifier des objectifs communs et développer le sentiment que le Partenariat de la montagne sert la cause de ces objectifs communs. Le représentant de FDDM a proposé la création de groupes focaux d'experts sur divers thèmes, formés en fonction de leurs compétences spécifiques. Des exemples de thèmes pourraient être l'écotourisme, la gestion de l'eau ou l'éducation. Tous les membres participeraient ainsi selon leurs intérêts et leurs préoccupations.

Toutefois, le représentant du Centre national de mise en valeur des régions de montagne de la République kirghize a avancé une proposition liée à la gouvernance du Partenariat de la montagne. Il a suggéré la création d'un groupe directeur (conseil ou comité), composé de 5-7 personnes représentant les membres, et élus démocratiquement par l'ensemble des membres. Les représentants seraient élus pour deux ans. Il a également proposé de créer un système ou des conditions pour permettre à des représentants des pays les moins développés de travailler au Secrétariat, à tour de rôle. Il voudrait discuter la possibilité que l'ONU accorde le statut de membre observateur au Partenariat de la montagne. La Nile Basin Society approuvait cette idée et a suggéré en outre que le "comité directeur" soit formé de deux composantes:

1. Une permanente (sans élections), des gouvernements suisse et italien (en tant que sponsors du Partenariat de la montagne) et de la FAO et du PNUE (représentant le Secrétariat).
2. Des représentants élus des bureaux régionaux du Partenariat de la montagne, à tour de rôle. Les élections se tiendraient à l'échelon régional.

Plusieurs membres tels que Nile Basin Society et CIANEA ont exprimé leurs préoccupations sur la juridiction du Partenariat de la montagne et soulevé la question des critères de détermination de la participation des communautés de montagne au travail des membres du Partenariat de la montagne et en faveur du Partenariat de la montagne dans son ensemble.

PRAKRITI a souligné l'importance de la disponibilité de ressources humaines et financières, et souhaiterait conférer un rôle directeur au Secrétariat pour faciliter la formation, les visites éducatives et les ateliers et identifier et collaborer avec les organismes donateurs et les partenaires.

Le point focal argentin a commenté que l'ébauche de Plan d'action était trop générale dans sa description du rôle des membres, ce qu'elle voyait comme une conséquence d'objectifs tout aussi généraux. A son avis, le document de gouvernance présentait une définition plus claire de ces rôles.

L'analyse du Forum' de la montagne de cette section figure dans le lien suivant: [www.condesan.org/e-foros/Cuscoactionplan/lmontgomery1.htm](http://www.condesan.org/e-foros/Cuscoactionplan/lmontgomery1.htm)

### **Commentaires généraux**

Plusieurs participants ont insisté sur la nécessité de réviser toute l'ébauche du Plan d'action. Le point focal péruvien a exhorté les membres à rédiger à nouveau le document comme véritable Plan d'action avec des objectifs clairement identifiés et des activités classées par priorités, des plans de travail, des budgets, des calendriers et des membres responsables.

Le coordonnateur péruvien s'est référé au document de gouvernance pour établir un lien logique entre les différents documents cadres du Partenariat. De même, le Secrétaire exécutif du Forum de la montagne a décidé de réviser l'ébauche de Plan d'action dans son ensemble et commenté ses sections initiales car celles-ci ne faisaient l'objet d'aucun des thèmes examinés dans cette consultation. Quant à sa contribution aux autres thèmes, l'intégralité du texte figure dans le lien suivant:

[www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm](http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lmontgomery1.htm)

Une autre contribution de nature globale a été présentée par l'Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC). SDC a proposé un Plan d'action modifié, qui avait les caractéristiques suivantes par rapport à l'ébauche du Plan d'action:

- plus concis, plus léger et plus souple;

- souligne d'où nous venons (du SMDD à Cuzco);
- ne contient pas de répétitions internes au document et par rapport, par exemple, au document de Bali et au document de gouvernance;
- affirme l'adoption du document de gouvernance et de composition;
- souligne l'importance des plans de travail des Initiatives individuelles du Partenariat, mais sans qu'ils fassent partie intégrante du Plan d'action;
- un document beaucoup plus politique.

SDC a préparé un projet prenant en compte aussi bien les points susmentionnés, que l'esprit de l'ébauche du Plan d'action. Comme avec l'analyse du Forum de la montagne, la proposition du SDC figure dans le lien suivant:

<http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/lfrey1.htm>

Le représentant du PNUE appuyait la position exprimée par SDC, proposant d'harmoniser et de réviser le document pour en faire un plan plus 'politique'. Il concordait également avec l'analyse du Forum de la montagne du document actuel. Il estimait qu'il était juste d'adopter un cadre opérationnel pré-convenu, concis mais opérationnel à Cuzco comme "Conclusions", et avoir le temps de mettre au point les plans de travail (plans de mise en oeuvre dynamiques) dans le cadre des différentes initiatives, à joindre en annexe aux "Conclusions" de Cuzco, mais sous réserve de développement ultérieur et de mise à jour sur une base dynamique.

Dans ce contexte, le PNUE a recommandé d'attacher davantage d'attention à la question de la protection des environnements montagneux, ainsi qu'à la conservation de la biodiversité et à la gestion des zones de montagne comme écosystèmes. Le PNUE était d'accord avec les observations de la CDB, qui recommandait l'inclusion d'un nouvel objectif consistant à *"veiller à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique de montagne, y compris de la diversité culturelle"*. En outre, le PNUE proposait que (au moins) une initiative thématique sur ce thème soit ajoutée comme "diversité biologique des montagnes", qui viserait à soutenir la mise en oeuvre du programme de travail connexe de la CDB sur la biodiversité des montagnes.

La proposition du SDC a été également soutenue par CAMBIAR et le représentant de l'Italie qui suggérait d'enrichir les Conclusions de Cuzco en les rattachant au document de gouvernance et aux propositions issues des groupes de travail de Cuzco. Il pensait que ceci confèrerait aux 'Conclusions' proposées l'élément dynamique et opérationnel indispensable.

Par ailleurs, ICIMOD soutenait également l'esprit du Forum de la montagne et les propositions de SDC. Un de leurs représentants a souligné que nous devrions garder à l'esprit le fait que le Partenariat de la montagne offre une tribune et des mécanismes de collaboration entre ses membres et que le document à approuver à Cuzco devrait servir de cadre pour un Plan d'action basé sur les plans de travail des initiatives individuelles, et s'inspirer des travaux passés de mise en valeur durable dans les régions de montagne. ICIMOD estimait que le but premier du Partenariat de la montagne était d'échanger des informations sur la mise en valeur durable des montagnes et qu'il devrait se concentrer

davantage sur le renforcement des réseaux existants et des mécanismes d'échange d'informations comme le Forum de la montagne et autres réseaux régionaux, plutôt que d'encourager la mise en place ou la création de nouveaux mécanismes.

Le représentant du pays hôte (Pérou) de la deuxième réunion mondiale du Partenariat de la montagne a envoyé un document intégral en guise de contribution au débat général sur l'ébauche du Plan d'action de Cuzco. Cette proposition est baptisée Projet du Plan d'action de Cuzco: 2004-2008. Le représentant du Pérou estimait que cette contribution complétait la contribution de SDC, qui pourrait s'appeler « Déclaration des Andes », comme le suggérait le coordonnateur du Pérou. Comme dans le cas des contributions du Forum de la montagne et de SDC, le texte soumis par le Pérou figure dans le lien suivant:

<http://www.condesan.org/e-foros/Cuzcoactionplan/mpalomino1.htm>

L'Italie a remercié le Pérou de sa contribution mais objectait qu'elle ne pouvait souscrire à des propositions visant à la création de mécanismes financiers, et rappelait que durant la dernière réunion du groupe central à Rome, les participants n'avaient pas jugé ces mécanismes conformes au caractère et à l'esprit du Partenariat de la montagne et des Initiatives de type II en général. Quant au Plan d'action, l'Italie estimait que de bonnes conclusions opérationnelles des groupes de travail peuvent imprimer au Partenariat un élan bien plus vif qu'un simple Plan d'action théorique, qui ne ferait que s'ajouter à une littérature déjà abondante (du document de Bali aux Conclusions de Merano et au document de gouvernance).

Le Comité Ev-K<sup>2</sup>-CNR a contribué à la discussion de synthèse en soulevant des questions fondamentales. Le Comité était d'accord avec les doutes exprimés sur le Plan d'action de Cuzco, à savoir si les Conclusions de Cuzco proposées par SDC, plus légères, représenteraient vraiment le début de la phase opérationnelle du Partenariat de la montagne. Il se demandait également, comme d'autres membres, si la Conférence de Cuzco pouvait devenir une autre réunion d'auto-justification si son principal résultat tangible est l'approbation d'un autre document contenant des réitérations de principes reconnus et déclarations d'intention énoncées dans d'autres documents approuvés. Le Comité a admis la nécessité de parvenir à un consensus sur un plan unique d'action de Cuzco mais considérait que les suggestions du Forum de la montagne de rebaptiser les sections et la proposition de SDC de résumer les principes de référence étaient bonnes mais pourraient ne pas suffire. Par conséquent, le comité proposait de mettre davantage l'accent sur les contributions des groupes de travail à Cuzco, chaque groupe réalisant un projet pour leur secteur thématique/géographique, suivant une approche orientée vers l'action. Cette déclaration du comité Ev-K<sup>2</sup>-CNR a été approuvée par CAMBIAR. Le problème soulevé par le comité Ev-K<sup>2</sup>-CNR était que les deux demi-journées réservées aux groupes de travail pourraient ne pas être suffisantes pour produire les résultats escomptés, qui n'ont pas été définis.

Le représentant de l'Université des Nations Unies (UNU) estimait que ce qui se rapprochait le plus d'un consensus sur le but du Plan d'action de Cuzco

semblait être l'idée que le document devrait servir de cadre pour l'élaboration de Plans d'action spécifiques. L'ONU souscrit à cette idée mais est prudente sur la mesure dans laquelle les versions du document proposées jusqu'à présent peuvent servir ce but. L'ONU doutait que l'ébauche originale du plan d'action puisse s'avérer d'une quelconque utilité mais estimait surtout qu'elle pouvait être contre-productive, car la combinaison de buts, objectifs, et des outils et mécanismes servant à les atteindre fait courir le risque de perdre de vue le but général consistant à traduire les idées en actions. Dans ce sens, les suggestions d'affronter les répétitions en les supprimant, et de rattacher certains points restants des différentes sections sous un chapitre général de "Principes" ne pouvaient constituer le remède nécessaire. De l'avis de l'ONU, si le but du document était de servir de cadre pour atteindre la "vision" et les "objectifs" du Partenariat de la montagne conformément aux "principes" directeurs (qui sont tous déjà définis dans le document sur l'organisation, la composition et la gouvernance du Partenariat de la montagne), ceci devrait être énoncé clairement au début; le reste du document devrait se concentrer sur la définition de ce cadre, plutôt que sur l'explication de ce que le cadre devrait faire et /ou sur quels principes il devrait reposer.

L'ONU a suggéré une séance de réflexion avant ou durant la Conférence de Cuzco, visant à identifier les principales lacunes et enjeux de capacités en matière de mise en valeur durable des montagnes, et quelques domaines (1-3) de base sur lesquels se concentrerait le Partenariat de la montagne. La contribution de l'ONU a fourni un exemple d'une des nombreuses orientations possibles où le cadre d'action pourrait être révisé. Elle a également mis en lumière la nécessité d'une approche systématique afin de définir et de faire la distinction entre les buts, objectifs, secteurs prioritaires d'action, et les mécanismes et outils du Partenariat de la montagne et des initiatives de travail de ses membres au sein du Partenariat de la montagne.

Le point focal péruvien a suggéré qu'à l'aboutissement de la réunion à Cuzco, nous devrions avoir:

- Le document de gouvernance discuté et approuvé;
- Le Plan d'action en tant qu'outil de gestion;
- 'La Déclaration des Andes' (document proposé par SDC), dont il faudrait ôter les tableaux car ils figureront dans le Plan d'action.

Le Forum de la montagne a soutenu la proposition du point focal péruvien que le Partenariat ait, comme résultat de la réunion de Cuzco, le document politique tel que proposé par SDC, le Plan d'action (qui, selon le Forum de la montagne, devrait être rebaptisé et présenté comme 'Cadre d'action' sur lequel chaque Initiative construit son propre plan d'action), et le document de gouvernance approuvé. Le Forum de la montagne a ajouté que nous devrions aussi avoir des plans de travail pour les différentes initiatives comme issue de la Conférence de Cuzco, car c'est vers la réalisation de ces plans de travail que tous les autres documents devraient être orientés. Le Forum de la montagne a souligné que le document de gouvernance fournissait la structure du Partenariat de la montagne, le document politique présentait la volonté d'accomplir les buts, le document-cadre fournissait les grandes lignes des modalités de

planification du travail, mais que sans les plans de travail, nous n'avons rien. Le Forum de la montagne espère que certains de ces plans de travail seront suffisamment avancés d'ici la Conférence de Cuzco.

Le représentant de UNCEM a proposé que le Partenariat de la montagne organise un débat électronique périodique sur différents thèmes, afin de tenir les membres en contact et leur permettre de partager leurs expériences et les meilleures pratiques. Il estimait que le Plan d'action devrait insister sur la nécessité des membres d'assumer un rôle de chef de file dans la collecte, l'échange et la diffusion de données et informations pertinentes.

En conclusion, nous citons la présentation générale du Forum de la montagne d'un plan d'action révisé, qu'ils estimaient pourrait être rebaptisé « Cadre d'action ». Les grandes lignes de la proposition et des commentaires étaient:

- Le but du document est satisfaisant, moyennant une légère reformulation.
- La vision, la mission, et les buts pourraient simplement être supprimés car ils étaient tirés du document de gouvernance. S'ils sont juste inclus à titre de réaffirmation, ils doivent être présentés comme sections qui viennent du document de gouvernance. En outre, les buts doivent être reformulés comme « Objectifs stratégiques » pour qu'ils correspondent au nom donné à cette section du document de gouvernance.
- Les sections sur les objectifs, domaines opérationnels et mécanismes et outils ont besoin d'une importante révision, et devraient se limiter à une seule section car ils se chevauchent dans le contenu.
- Les « secteurs d'action prioritaires » étaient bons.
- La section sur les rôles des membres devrait soit être supprimée soit élargie, en se référant à la section correspondante du document de gouvernance sur laquelle elle se baserait.
- L'Annexe a été jugée la meilleure partie de ce document car elle fournissait des détails spécifiques sur comment mettre en place les activités de chacune des initiatives. Une chose restait à éclaircir : si le contenu de chacune des colonnes servait simplement d'exemple sur comment remplir les tableaux, ou s'il était censé suggérer les types d'activité que chaque Initiative pourrait envisager.

## OBSERVATIONS FINALES

### **Le Secrétariat Provisoire pour le Partenariat de la Montagne, FAO, Rome (Italie)**

Le Secrétariat provisoire pour le Partenariat de la montagne souhaite remercier les organisateurs et les nombreux participants de la consultation électronique pour avoir donné lieu à un dialogue et un débat si fertile sur le Plan d'action de Cuzco en particulier, et le Partenariat de la montagne en général. La consultation électronique constitue un événement marquant dans nos efforts collectifs de former le Partenariat en une alliance véritablement participative et ouverte qui réponde aux opinions, aux intérêts et aux priorités de ses membres à tous les niveaux. Grâce à vos connaissances, vos contributions et votre appui au cours des trois dernières semaines, nous nous réunirons à la Conférence de Cuzco le mois prochain, forts d'une vision plus claire de l'orientation future du Partenariat de la montagne et d'un cadre dynamique qui servira à planifier une action collaborative qui imprimera des changements positifs aux conditions de vie des habitants de la montagne et à leurs environnements.

### **Dr. Hugo Li-Pun, Directeur général adjoint, International Potato Center (CIP), Lima (Pérou)**

Au nom des organisateurs de la réunion de Cuzco, le Centre international de la pomme de terre (CIP), remercie les pays, organisations et grands groupes qui ont participé à la consultation électronique sur le plan d'action de Cuzco. Ce débat fructueux sur trois semaines en trois langues a été facilité par CONDESAN-InfoAndina, le noeud d'Amérique latine du Forum de la montagne, accueilli par le CIP à Lima (Pérou), avec le soutien du Secrétariat du Forum, des noeuds régionaux du Forum (Amérique du Nord, Europe et Asie-Pacifique), et du Secrétariat provisoire du Partenariat de la montagne (Rome).

Le débat a offert une plateforme pour la participation de 50 membres du Partenariat: pays (20), grands groupes (25), et organisations internationales (5), qui ont pris une part active à la discussion, partageant leurs vues sur les objectifs, la structure et les perspectives futures du Partenariat. Plusieurs propositions ont été lancées qui serviront d'apport aux travaux des groupes dans la deuxième réunion du Partenariat international de la montagne qui se tiendra à Cuzco le mois prochain.

Nous remercions les modérateurs de cette Consultation: Victor Mares (CIP) et Ana Maria Ponce (CONDESAN-InfoAndina), qui ont conduit le riche débat ces dernières semaines. Ceci constitue un exemple de plateforme participative propre à encourager la synergie entre les réseaux régionaux d'information pour la mise en valeur durable des régions de montagne. Nous espérons accueillir de nombreux membres du Partenariat à Cuzco le mois prochain!

## **Annexe: Participants inscrits** **(\* indique les participants actifs à la consultation)**

### **Pays**

**Inscrits: 19; participants actifs: 11**

1. CAMEROUN: Ministère de l'environnement et des forêts
2. BOLIVIE: Institut pour la conservation et la recherche de la biodiversité/ Académie nationale des sciences (\*)
3. IRAN: Ministère des affaires étrangères
4. AUTRICHE: Affaires environnementales internationales
5. SERBIE-ET-MONTENEGRO: Département de l'environnement du Secrétariat fédéral pour le travail, et les questions sociales et sanitaires
6. ESPAGNE: Dirección General de Conservación de la Naturaleza
7. CUBA: Comisión Nacional Plan Turquino - Manatí (\*)
8. RÉPUBLIQUE KIRGHIZE: Centre national des régions de montagne (\*)
9. RÉPUBLIQUE SLOVAQUE: State Nature Conservancy of the Slovak Republic / Ministère de l'environnement de la République slovaque
10. ITALIE: Unità Tecnica Centrale (\*)
11. MEXIQUE: Comisión Nacional Forestal (\*)
12. ARGENTINE: Ministère des affaires étrangères (\*)
13. PÉROU : Ministère des affaires étrangères (\*)
14. GHANA: Ministère de l'environnement, de la science et de la technologie (\*)
15. CONGO: Observatoire du Bassin du Nil (Congo) (\*)
16. RÉPUBLIQUE TUNISIENNE: Ministère de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques
17. ROUMANIE: Ministère de l'agriculture, forêts et du développement rural (\*)
18. SUISSE: Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) (\*)
19. PAKISTAN: Ministère de l'environnement

### **Organisations intergouvernementales**

**Inscrits: 6 ; participants actifs: 6**

1. Université des Nations Unies (UNU) (\*)
2. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)-Bureau régional pour l'Europe (\*)
3. Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique (CDB) (\*)
4. Centre international de la pomme de terre (CIP) (\*)
5. Secrétariat de la Convention des Nations Unies de lutte contre la désertification (UNCCD) (\*)
6. Centre international pour la mise en valeur intégrée des montagnes (ICIMOD) (\*)

## Grands groupes

Inscrits: 29; participants actifs: 19

1. Mountain Environment Protection Society (MEPS)
2. Centre pour le développement et l'environnement (CDE) (\*)
3. Euromontana
4. Dean's Beans Organic Coffee Company
5. Alliance mondiale pour la nature (UICN) (\*)
6. Broad Initiatives for Negros Development (BIND) (\*)
7. Consortium pour l'aménagement durable de l'écorégion andine (CONDESAN) (\*)
8. ProMONT-BLANC (\*)
9. Unione Nazionale Comunità Comuni Enti Montani (UNCEM) (\*)
10. Projet ADRD-M (\*)
11. Centre Banff pour la culture de montagne
12. Bulmontana -Association bulgare des régions de montagne (\*)
13. Comité Ev-K<sup>2</sup>-CNR (\*)
14. The Mountain Institute (TMI)
15. Fondation III Millennio
16. Women Organising for Change in Agriculture and Natural Resource Management (WOCAN) (\*)
17. Centre MAB-6 - Russie
18. Fondation Tebtebba (\*)
19. Forum de la montagne (MF) (\*)
20. Central Asia Mountain Information Network (CAMIN)
21. Fondation pour le développement durable des régions de montagne (FDDM) (\*)
22. Nile Basin Society (NBS) / Community Based Impact Assessment Network for Eastern Africa (CIANEA) (\*)
23. Mountain Research Initiative (MRI) (\*)
24. MAKMONTANA - Association pour le développement durable des régions de montagne (\*)
25. Association des montagnes africaines (AMA)
26. Mountain Research and Development (MRD) (\*)
27. Association des populations de montagne du monde (APMM)
28. PRAKRITI groupe de recherche & de conseils sur les environnements de montagne) (\*)
29. CAMBIAR (\*)